Lopez de Barros Maria Filomena, *A comuna muçulmana de Lisboa séc. XIV e XV*,

Lisbonne, Hugin (Biblioteca de Estudos Árabes 4), 1998. 211 p.

On savait peu de choses jusqu'à présent sur les musulmans demeurés dans les territoires conquis, ou « reconquis » selon la terminologie traditionnelle, par les Portugais à partir du XIe ou du XIIe siècle, sinon qu'ils avaient bien dû exister en un certain nombre. Deux dates symboliques jalonnent leur trajectoire, depuis la charte (le *foral*) accordée en 1170 par le premier souverain lusitanien, Alphonse-Henri, aux « musulmans libres » (*mouros forros*) de Lisbonne, Almada, Palmela et Alcácer, jusqu'à l'édit de conversion/expulsion promulgué à leur encontre, comme à celui des juifs, par le roi D. Manuel en décembre 1496, quand, dans les Espagnes voisines, Ferdinand et Isabelle, toléraient encore le culte islamique chez leurs propres mudéjars. On pouvait seulement imaginer que les musulmans restés dans le royaume le plus occidental de la péninsule, bien moins nombreux que ceux de l'ancien Šarq al-Andalus, désormais intégrés en majeure partie dans les domaines de la Couronne d'Aragon, essentiellement le royaume de Valence, devaient connaître des effectifs et une situation assez comparables à ceux de l'État castillan. On disposait également d'une carte des *mourerias*, montrant leur implantation essentiellement au Sud du Tage (1).

Le livre de Maria Filomena Lopes de Barros, offrant la version enfin publiée d'une thèse de *mestrado* présentée à l'Université de Porto en 1993, ne constitue pour cet auteur qu'une étape sur la voie de la recherche qu'elle poursuit depuis lors sans relâche sur ceux qu'on désignera par commodité, puisque le mot n'existait dans la langue lusitanienne de l'époque, comme les mudéjars portugais, et qui doit déboucher sur une grande thèse de doctorat. Malgré donc son caractère provisoirement limité à la communauté musulmane de Lisbonne aux deux derniers siècles de son existence, ce travail apporte déjà beaucoup de neuf.

Nous disons « communauté musulmane » puisque la structure institutionnelle que l'on a l'habitude d'exprimer par le terme, catalan comme castillan, d'*aljama*, était désignée ici comme une *comuna*, pour les musulmans comme pour les juifs. Ce n'est pas le moindre des pièges, ou des surprises, qu'offre la terminologie, lorsque l'on passe des plateaux de la Meseta aux rives de l'Atlantique. Le cadi de la communauté, l'*alcalde de moros* castillan, devient en portugais un *alcaide* (2), et surtout un faqih, en castillan un *alfaquí*, est ici appelé un *capelão de mouros...* Ces précisions terminologiques ne sont pas inutiles, car c'est l'un des apports les plus importants de ce livre que de montrer la remarquable, et assez surprenante, structuration institutionnelle de la *comuna* musulmane, bien supérieure, apparemment, à celle que l'on peut rencontrer dans les *aljamas* de Castille, hormis l'absence de l'équivalent d'un *alcalde mayor de los moros*, représentant les musulmans au niveau de l'ensemble du royaume. On distinguera donc la *comuna* de la *mouraria*, simple désignation topographique du quartier où résident les *mouros*. Toutes les *mourarias*, ou toutes les localités où sont identifiés des musulmans, ne sont pas constituées en *comunas*. Il faut pour cela qu'elles aient une certaine importance.

La *comuna* musulmane de Lisbonne n'est pas, pour ce qui concerne ses effectifs, la plus importante du royaume. Elle est surpassée par certaines des communautés de l'Alentejo, telle celle d'Évora, ou de l'Algarve, comme Faro et Loulé, où des noyaux de peuplement musulmans relativement conséquents semblent avoir pu survivre à la conquête nordiste du XIIe et de la première moitié du XIIIe siècle (3), soit que les musulmans qui les constituaient n'aient pas pu, soit qu'ils n'aient pas voulu, émigrer vers des terres demeurées de *Dār al-islām*, le Maghreb tout proche de l'Algarve désormais portugais, ou Grenade jusqu'à la fin du XVe siècle. Mais la *comuna* de Lisbonne est « un paradigme institutionnel », selon l'expression de M. F. Lopes de Barros, non seulement parce qu'elle est installée dans la capitale du royaume, mais surtout parce que la charte donnée à ses *mouros* par le fondateur de l'indépendance du pays, antérieure même à celle accordée aux habitants chrétiens de la ville, a pu servir de modèle pour toutes les *comunas* musulmanes ultérieurement reconnues, et que cet aspect se serait perpétué durant des siècles.

La survie d'une école dans la *mouraria* de Lisbonne jusqu'à l'édit d'expulsion/conversion, le maintien d'une certaine pratique de l'arabe en plein XVe siècle, en dépit de l'interdiction formulée par Jean Ier d'utiliser cette langue, comme l'hébreu dans les écritures publiques, témoignent d'une notable résistance à l'acculturation, ou plutôt à la déculturation.

Une élite de la communauté est représentée principalement par les artisans fabriquants de tapis, les *tapeteiros*, constamment favorisés de privilèges par le pouvoir royal.

Curieusement M. F. Lopes de Barros pense que la majorité des membres de l'ancienne *comuna* de Lisbonne émigrèrent, plutôt que se convertir, après l'édit d'expulsion/conversion de décembre 1496. Il y aurait là un fait qui irait dans le sens de la non-assimilation des musulmans locaux

(1) « Comunas mouras de Portugal cerca de 1300 », dans Coelho (M. H. da Cruz) et Homem (A. L. de Carrvalho) coord., *Portugal em definição de fronteiras 1096-1325* (=*Nova História de Portugal*, t. 3), Lisbonne, 1995, p. 332. Cette carte et les pages de texte qui l'accompagnent (307-340) sont l'œuvre de Saul António Gomes.

(2) Les deux termes d'*alcalde* et d'*alcaide* existent simultanément en castillan, le premier désignant un juge (<*al-qāḍī*) et le second un chef militaire (<*al-qā'id*). Ils se sont confondu phonétiquement en portugais.

(3) C'est là le point de vue généralement adopté, et partagé notamment par S. Boisselier, dans sa récente thèse de doctorat (*La vie rurale entre Tage et Guadiana de l'Islam à la Reconquête. Xe-XIVe siècles,* Université de Nantes, 1996. Nous ne le discuterons pas ici.

BCAI 16 (2000) Lopez de Barros Maria Filomena : A comuna muçulmana de Lisboa, séc. XIV e XV, recensé par Jean-Pierre Molénat
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net

au Portugal, et d'une exceptionnelle capacité de résistance, compte-tenu de leurs faibles effectifs.

Il est certes possible, sur ces bases, de ne pas partager la perspective de l'auteur qui est, en quelque sorte, de réintégrer les *mouros* dans l'histoire de la nation portugaise. L'ambition est généreuse, et ouverte sur les problèmes de notre XXe siècle finissant, mais elle nous paraît négliger ce fait difficilement contestable que le marqueur décisif de l'identité, au moins dans les siècles médiévaux, est bien constitué, non par la langue, ou un concept « national » encore bien flou (4), mais par la religion, avec tout ce qu'elle comporte du point de vue culturel. Cette réserve de perspective étant faite, on ne peut que saluer le travail de M. F. Lopes de Barros et lui souhaiter une continuation aussi réussie.

Jean-Pierre Molénat
CNRS

(4) À l'objection qui se situerait dans l'affirmation sans équivoque du sentiment national portugais lors la révolution de 1383-1385, on répondrait que l'on ne voit pas, dans l'œuvre de M. F. Lopes de Barros, ni ailleurs, que les *mouros* portugais y aient pris une part.

BCAI 16 (2000) Lopez de Barros Maria Filomena : A comuna muçulmana de Lisboa, séc. XIV e XV, recensé par Jean-Pierre Molénat
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net